

Afghanistan: une catastrophe humanitaire pourtant évitable

Déclaration de Dominik Stillhart, directeur des opérations du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à l'issue d'une visite de six jours en Afghanistan

Je suis hors de moi. En regardant ces photos d'enfants afghans squelettiques depuis l'étranger, on ne peut qu'éprouver un sentiment d'horreur bien compréhensible. Mais quand vous vous trouvez dans le service pédiatrique du plus grand hôpital de Kandahar et que vous plongez votre regard dans les yeux vides d'enfants affamés, entourés de leurs parents désespérés, c'est la colère qui prédomine.

Pourquoi la colère? Parce que ces souffrances n'ont rien d'une fatalité. Les sanctions économiques censées punir les personnes au pouvoir à Kaboul ne font que priver des millions d'Afghans des biens et services essentiels dont ils ont besoin pour survivre. La communauté internationale tourne le dos au pays tandis qu'il court à une catastrophe provoquée par l'homme.

Les sanctions entravent l'aide bilatérale

Les sanctions financières ont ruiné l'économie et entravent également l'aide bilatérale. Les employés municipaux, le personnel de santé et les enseignants ne sont plus payés depuis cinq mois. Certains doivent marcher deux heures pour se rendre au travail, les transports publics étant devenus un luxe inaccessible. Ils n'ont même plus de quoi acheter à manger: leurs enfants ont faim, maigrissent à vue d'œil et finissent par mourir.

A l'hôpital régional Mirwaïs de Kandahar soutenu par le CICR, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition, de pneumonie et de déshydratation a plus que doublé entre mi-août et fin septembre. La malnutrition aiguë globale sévère et modérée est en hausse de 31% dans les environs de Kandahar par rapport à la même période en 2020. Le taux de malnutrition infantile est jusqu'à trois fois supérieur au seuil d'urgence dans certaines régions. Le pays est plongé dans une grave crise alimentaire que la saison hivernale ne manquera pas d'aggraver.

Renforcement du soutien aux hôpitaux

Une lueur d'espoir dans ce sombre tableau: le CICR a commencé lundi à soutenir 18 hôpitaux



Dominik Stillhart. (Photo © icrc)

régionaux et provinciaux, ainsi que leurs 5100 employés, pour tenter d'éviter que le système de santé publique en Afghanistan ne s'effondre. Cette aide, d'une durée prévue de six mois, comprendra le financement des fournitures médicales et des coûts de fonctionnement des établissements, ce qui leur permettra de continuer à assurer près d'un demi-million de consultations médicales par mois.

C'est pourtant loin d'être suffisant. La sécheresse, les mauvaises récoltes et l'effondrement économique sont autant de facteurs qui aggravent la malnutrition. L'augmentation des prix des aliments rend les denrées de base, et notamment les protéines, inabordable. En outre, le rude hiver afghan et ses températures négatives seront éprouvants pour toutes les personnes qui n'ont plus les moyens de se chauffer.

Que faut-il faire? Tout d'abord, les Etats doivent continuer de dialoguer avec l'Afghanistan – c'est le seul moyen d'empêcher que les services essentiels, tels que les soins de santé et l'éducation, ne s'écroulent totalement. Les considérations politiques ne doivent pas faire obstacle à l'action humanitaire. Une solution politique doit être trouvée pour éviter des conséquences irréversibles sur le plan humanitaire.

Assurer le bon fonctionnement des opérations humanitaires

J'aimerais maintenant aborder un point technique, mais important. L'aide internationale en fa-

veur de l'Afghanistan est actuellement compromise car les bailleurs de fonds peinent à voir comment ils peuvent se conformer à leurs obligations juridiques découlant des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Pour le dire plus simplement, certains bailleurs estiment que le seul moyen pour eux de respecter ces résolutions et leur propre législation – sans pour autant priver la population afghane d'un soutien vital – est de fournir cette assistance par l'intermédiaire d'organisations telles que le CICR et d'autres. Les fournisseurs et les services bancaires se heurtent à des obstacles similaires. C'est pourquoi le CICR demande que les organisations humanitaires impartiales, menant des activités strictement humanitaires, bénéficient d'exceptions claires, transposées dans les législations nationales. Il est en effet dans l'intérêt de tous d'assurer le bon fonctionnement des opérations humanitaires en Afghanistan.

A l'approche d'un hiver qui s'annonce déjà tragique, le CICR prévoit d'intensifier sa réponse

aux besoins humanitaires les plus urgents, mais l'aide n'est qu'une partie de la solution. Les besoins actuels et futurs dépassent de loin la capacité des organisations humanitaires.

Selon le dernier rapport de l'*Indice des prix à la consommation* (IPC), plus de 22 millions d'Afghans souffriront de la faim entre novembre 2021 et mars 2022. Pour prendre la mesure de la désolation ambiante, il suffit de voir ces interminables queues devant les banques dès 5 heures du matin dans l'espoir de pouvoir retirer un peu d'argent.

Le regard vide des enfants affamés n'est pas un souvenir qu'on peut facilement chasser de sa mémoire. Il y a urgence. J'appelle la communauté internationale à trouver rapidement des solutions pour sauver des millions d'Afghans de la misère et du désespoir. Il est dans l'intérêt de tous d'empêcher l'Afghanistan de sombrer à nouveau dans le conflit et la violence, et d'aider les Afghans à pouvoir vivre dignement chez eux.

Source: <https://www.icrc.org/fr/document/afghanistan-une-catastrophe-humanitaire-pourtant-evitable>, 22 novembre 2021